

Bordeaux, le 9 octobre 2024,

Madame la Présidente,

À l'appel interprofessionnel de la CGT, FSU et Solidaires, notre organisation syndicale Solidaires Finances Publiques avec la CGT Finances Publiques appelaient également les personnels à se mobiliser par la grève et les manifestations le 1er octobre 2024 pour exiger une revalorisation des salaires et des pensions, l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans et la défense des services publics.

Cet appel et sa plateforme revendicative sont et demeurent légitimes d'autant plus que le contexte d'austérité budgétaire va s'accroître, selon les propos de politique générale du nouveau 1er ministre. A la clé : des réductions de dépenses publiques et sociales importantes sous prétexte d'un déficit public non maîtrisé. Les mêmes recettes seront donc mises en œuvre dans les prochaines semaines : celles de l'injustice fiscale et donc de l'injustice sociale. Rien ni dans les annonces gouvernementales ni dans les petits aménagements envisagés ici ou là pour nous faire penser que les attentes des citoyennes et citoyens ont été entendues. Alors que les inégalités sociales explosent le gouvernement confirme la trajectoire déjà engagée.

Solidaires Finances Publiques dénonce les annonces du Premier ministre et rappelle sa revendication de voir le projet de loi Guérini ainsi que les orientations qui y figuraient, définitivement abandonnés. Les agent-es publics restent donc légitimement inquiet-es face à l'application de ces annonces de Michel Barnier. Les suppressions de postes massives, l'instauration d'un second jour de carence, les fusions de services ou même d'administrations sont autant d'attaques qui vont directement dégrader les conditions de travail des agent-es et la qualité des services publics.

Pour Solidaires Finances Publiques, l'urgence est à la réimplantation de services publics de qualité partout, et pas de simples points d'accueil. Pour nous, il s'agit aussi de lancer un vaste plan de recrutement de fonctionnaires et d'augmentation de la rémunération des agent-es pour un service public de qualité.

Aussi Solidaires Finances Publiques continuera d'informer et de porter la nécessité de changer de paradigme, et agira dans l'unité la plus large, pour construire la riposte légitime et porter les revendications légitimes des agent-es de la DGFIP.

Ainsi Solidaires Finances Publiques ne sera pas dans le camp de la résignation mais dans celui du combat et de l'espérance.

Solidaires Finances Publiques, Mme la Présidente, interviendra sur les autres sujets au fur et à mesure du déroulement de l'ordre de du jour.

Les élu·e·s Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest.

